

Overwegende dat die afwijking overigens niet inhoudt dat die verbodsbepalingen opgeheven worden voor derden die het reservaat bezoeken;

Overwegende dat die afwijking dan ook gegrond en evenredig is;

Op de voordracht van de Minister van Natuur,

Besluit :

Artikel 1. De aan het Waalse Gewest toebehorende 11 ha 14 a 78 ca grond die kadastraal bekend zijn of waren als volgt, worden opgericht als domaniaal natuurreservaat "Le Pré de Falemprise" :

Gemeente	Afdeling	Sectie	Plaatsnaam	nr. perceel	Oppervlakte (ha)
Cerfontaine	3 - Silenrieux	D	Falemprise	145 a pie	9,7729
Cerfontaine	3 - Silenrieux	D	Falemprise	35 d	1,3749
Totaal :					11,1478

Het domaniaal natuurreservaat staat afgebakend op de in bijlage bij dit besluit opgenomen kaart.

Het bijzonder beheerplan van het reservaat wordt goedgekeurd en ligt ter inzage bij de houtvesterij van het Departement Natuur en Bossen waarop het reservaat zich bevindt.

Art. 2. Het personeelslid van de Waalse Overheidsdienst dat belast is met het beheer van het domaniaal natuurreservaat is de Ingenieur-houtvester van het Departement Natuur en Bossen belast met het grondgebied waarop het reservaat zich bevindt.

Art. 3. In het belang van de wilde fauna en flora alsook van de instandhouding van de natuurlijke habitats van het reservaat kan worden afgeweken van de verbodsbepalingen van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 voor de uitvoering van de handelingen met het oog op de inrichting en het beheer van het reservaat.

Art. 4. In het belang van de wilde fauna en flora alsook van de instandhouding van de natuurlijke habitats van het reservaat kan de Inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen toelaten om van de verbodsbepalingen van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 af te wijken in het kader van wetenschappelijke onderzoeken en opvolgingen en na advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature.

Art. 5. De toegang van het publiek in het reservaat wordt beperkt tot de behoorlijk bebakende wegen en plaatsen.

Art. 6. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203624]

30 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, § 3, alinéa 1^{er}, inséré par le décret du 22 décembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu l'avis de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 21 février 2014;

Vu l'avis n° 55.803/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les réclamations et observations émises dans le cadre des enquêtes publiques sur les arrêtés de désignation des sites Natura 2000 organisées entre le 1^{er} décembre 2012 et le 8 février 2013;

Considérant que de nombreuses réclamations sont relatives aux mesures imposées dans les unités de gestion « Milieux ouverts prioritaires » (UG2) et l'unité de gestion « Prairies habitats d'espèces » (UG3);

Considérant qu'en ce qui concerne l'UG2, la plupart des réclamations concernent les interdictions suivantes : « le stockage, l'épandage de tout amendement et de tout engrais minéral ou organique, dont fumiers, fientes, purins, lisiers, composts, boues d'épuration, gadoues de fosses septiques » ainsi que sur « tout pâturage et toute fauche entre le 1^{er} novembre et le 15 juin, sauf lorsque ces actes sont prévus dans un plan de gestion »; qu'en ce qui concerne l'UG3, la majorité des réclamations sont liées à l'interdiction de « tout pâturage et toute fauche entre le 1^{er} novembre et le 15 juin, sauf lorsque ces actes sont prévus dans un plan de gestion » ainsi que la soumission à autorisation des « apports d'engrais organiques sauf pendant la période du 15 juin au 15 août »;

Considérant qu'il convient dès lors d'adapter l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 afin de prévoir davantage de souplesse dans les mesures applicables aux UG2 et 3 tout en assurant l'objectif de maintien ou de rétablissement de l'état de conservation des espèces et des habitats d'intérêts communautaire;

Considérant qu'il importe également de préciser certaines autres mesures;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables, il est inséré un 12^o comme suit :

« 12^o U.G.B. : unité gros bétail au sens de l'annexe V du Règlement (CE) n^o 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n^o 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural en abrégé « FEADER ». ».

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, *a*), les mots « sauf lorsque les actes sont prévus dans un plan gestion, », sont insérés avant les mots « le stockage »;

2^o au 1^o, le *c*) est remplacé par ce qui suit :

« *c*) sauf pâturage à faible charge ou autre modalité de gestion appropriée, prévus par un plan de gestion, tout pâturage et toute fauche entre le 1^{er} novembre et le 15 juin; ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, le *a*) est remplacé par ce qui suit : « *a*) sauf lorsque les actes sont prévus dans un plan gestion, les apports d'engrais organiques en dehors de la période du 15 juin au 15 août; »;

2^o un paragraphe 2 est inséré et est rédigé comme suit :

« § 2. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, *b*), n'est pas d'application en cas d'information préalable. Dans ce cas, les interdictions et mesures préventives prévues au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, *b*), sont remplacées par les interdictions suivantes :

1^o une charge instantanée par hectare supérieure à quatre U.G.B.;

2^o une charge annuelle moyenne par hectare supérieure à une U.G.B.;

3^o toute fauche, tout ébousage et tout étaupinage entre le 15 avril et le 1^{er} octobre.

L'information préalable visée à l'alinéa 1^{er} est réalisée par l'occupant de la parcelle, soit :

1^o au moyen de la déclaration de superficie au sens de l'article 1^{er}, 11^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

2^o pour les personnes ne rentrant pas de déclaration de superficie, auprès de la Direction extérieure du Département de la Nature et des Forêts compétente par le biais d'un courrier recommandé ou par tout envoi conférant date certaine spécifiant le cahier des charges retenu. ».

Art. 4. Dans l'article 6, 1^o, *b*), du même arrêté, les mots « il faut maintenir cinquante pour cent de la superficie de chaque bande non fauchée ou non pâturée » sont remplacés par les mots « une bande refuge non fauchée est maintenue à chaque fauche sur une largeur minimale de deux mètres ».

Art. 5. Dans l'article 9, 2^o, *a*), les mots « l'abattage sélectif des cultivars de peupliers suivi ou non de replantation et » sont insérés entre le mot « hormis » et les mots « les interventions pour cause de sécurité publique ».

Art. 6. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203624]

30. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 28, § 3, Absatz 1, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund des am 21. Februar 2014 abgegebenen Gutachtens der autonomen Begutachtungsstelle für die nachhaltige Entwicklung;

Aufgrund des am 16. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 55.803/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Beschwerden und Bemerkungen, die im Rahmen der vom 1. Dezember 2012 bis zum 8. Februar 2013 durchgeführten öffentlichen Untersuchungen über die Bezeichnungserlasse der Natura 2000-Gebiete geäußert wurden;

In der Erwägung, dass zahlreiche Beschwerden die in den Bewirtschaftungseinheiten "prioritäre offene Lebensräume" (BE 2) und in der Bewirtschaftungseinheit "Wiesen als Lebensraum von Arten" (BE 3) auferlegten Maßnahmen betreffen;

In der Erwägung, dass, was die BE 2 betrifft, die meisten Beschwerden die folgenden Verbote betreffen: "die Lagerung, das Ausbringen von Dünger und mineralischen oder organischen Bodenverbesserern einschließlich des Mistes, des Vögelkots, der Jauche, der Gülle, des Komposts, des Klärschlammes und der Fäkalien aus Faulgruben" sowie "das Weiden und Mähen zwischen dem 1. November und dem 15. Juni, außer wenn diese Handlungen in einem

Verwaltungsplan vorgesehen sind“; dass, was die BE 3 betrifft, die meisten Beschwerden mit dem Verbot von dem „Weiden und Mähen zwischen dem 1. November und dem 15. Juni, außer wenn diese Handlungen in einem Verwaltungsplan vorgesehen sind“, sowie mit der Genehmigungspflicht vom „Ausbringen von organischem Dünger außerhalb des Zeitraums vom 15. Juni bis zum 15. August“ verbunden sind;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 folglich zu abändern ist, um mehr Flexibilität für die auf die BE 2 und 3 anwendbaren Maßnahmen zu ermöglichen und gleichzeitig das Ziel der Erhaltung oder Wiederherstellung des Erhaltungszustands der natürlichen Lebensräume und der Arten von gemeinschaftlichem Interesse zu gewährleisten.

In der Erwägung der Notwendigkeit, ebenfalls andere Maßnahmen deutlicher zu beschreiben;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen wird ein Punkt 12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„12° GVE: Großvieheinheit im Sinne der Anlage 5 der Verordnung (EG) Nr. 1974/2006 der Kommission vom 15. Dezember 2006 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft, abgekürzt „EAGFL“;».

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1°, *a*) wird der Wortlaut „außer wenn die Handlungen in einem Verwaltungsplan vorgesehen sind,“ vor dem Wortlaut „die Lagerung“ eingefügt;

2° in Punkt 1° wird Buchstabe *c*) durch Folgendes ersetzt:

„c) das Weiden und Mähen zwischen dem 1. November und dem 15. Juni, außer von dem Weiden mit geringem Tierbesatz oder anderen Verwaltungsmodalitäten, die in einem Verwaltungsplan vorgesehen sind;“.

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses, dessen derzeitiger Text den Paragraph 1 bilden wird, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1, Absatz 1, 2° wird Buchstabe *a*) durch Folgendes ersetzt: „a) das Ausbringen von organischem Dünger außerhalb des Zeitraums vom 15. Juni bis zum 15. August, außer wenn die Handlungen in einem Verwaltungsplan vorgesehen sind;“;

2° ein Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„§ 2. Der Paragraph 1, Absatz 1, 1°, *b*) ist im Falle einer vorherigen Unterrichtung nicht anwendbar. In diesem Fall werden die in Paragraph 1, Absatz 1, 1°, *b*) vorgesehenen Verbote und Vorbeugungsmaßnahmen durch die folgenden Verbote ersetzt:

1° eine Momentbelastung pro Hektar über vier GVE;;

2° ein mittlerer jährlicher Tierbesatz pro Hektar über eine GVE;;

3° das Mähen, das Fladenverteilen und das Verstreichen der Maulwurfshügel zwischen dem 15. April und dem 1. Oktober.

Die in Absatz 1 erwähnte vorherige Unterrichtung wird durch den Parzellenbewohner vorgenommen und zwar:

1° entweder anhand der Flächenerklärung im Sinne von Artikel 1, 11° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur;

2° oder für die Personen, die keine Flächenerklärung abgeben, bei der zuständigen Außendirektion der Abteilung Natur und Forstwesen per Einschreiben bzw. jede Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht, mit dem gewählten Lastenheft.“

Art. 4 - In Artikel 6, 1°, *b*) desselben Erlasses wird der Wortlaut „dürfen 50 % der Fläche jedes Streifens nicht gemäht bzw. nicht beweidet werden“ durch den Wortlaut „wird ein nicht gemähter Fluchtbereich bei jedem Mähen auf einer Mindestbreite von 2 Metern aufrechtgehalten“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 9, 2°, *a*) wird der Wortlaut „dem selektiven Einschlag der Cultivare von Pappeln mit oder ohne Wiederanpflanzung und“ zwischen das Wort „außer“ und den Wortlaut „aus Gründen der öffentlichen Sicherheit“ eingefügt.

Art. 6 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203624]

30 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op artikel 28, § 3, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op het advies van de autonome adviescel "Duurzame ontwikkeling", gegeven op 21 februari 2014;

Gelet op advies nr. 55.803/4 van de Raad van State, uitgebracht op 16 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de bezwaren en bemerkingen ingediend in het kader van de openbare onderzoeken naar de aanwijzingsbesluiten van de Natura 2000-locaties uitgevoerd tussen 1 december 2012 en 8 februari 2013;

Overwegende dat veel bezwaren betrekking hebben op de opgelegde maatregelen in de beheerseenheden "Prioritaire open milieus" (UG2) en de beheerseenheid "Weiden habitats van soorten" (UG3);

Overwegende dat, wat betreft de UG2, het grootste deel van de bezwaren betrekking hebben op de volgende verboden: "de opslag, het strooien van alle grondverbeteringsmiddelen en van alle minerale of organische meststoffen, met inbegrip van mest, drek, gier, zuiveringsslib en slijk uit septische putten" alsook op "elke begrazing en elk maaien tussen 1 november en 15 juni, behalve wanneer deze handelingen bedoeld zijn in een beheersplan"; dat, wat betreft de UG3, het grootste deel van de bezwaren verbonden zijn met het verbod op "elke begrazing en elk maaien tussen 1 november en 15 juni, behalve wanneer deze handelingen bedoeld zijn in een beheersplan" alsook het onderwerpen aan vergunning van "het aanbrengen van organische meststoffen behalve tussen 15 juni tot 15 augustus";

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 bijgevolg dient te worden aangepast om meer soepelheid te voorzien in de maatregelen die van toepassing zijn op de UG2 en 3 waarbij de behoud- of hersteldoelstelling van de instandhouding van de soorten en habitats met een communautair belang wordt gewaarborgd;

Overwegende dat andere maatregelen dienen eveneens te worden bepaald;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn, wordt een 12^o ingevoegd, luidend als volgt :

"12^o G.V.E. : grootvee-eenheid in de zin van bijlage V van Verordening (EG) nr. 1974/2006 van de Commissie van 15 december 2006 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling "(ELFPO)"."

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in 1^o, a), worden de woorden "behalve wanneer deze handelingen bedoeld zijn in een beheersplan" ingevoegd vóór de woorden "het opslaan";

2^o in 1^o, wordt "c)" vervangen als volgt :

"c) behalve in geval van een wei met een lage last of andere geschikte beheersvoorwaarde, bedoeld bij een beheersplan, elke begrazing en elk maaien tussen 1 november en 15 juni;".

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, wordt "a)" vervangen als volgt : "a) behalve wanneer deze handelingen bedoeld zijn in een beheersplan, het aanbrengen van organische meststoffen behalve tussen 15 juni tot 15 augustus;";

2^o er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. Paragraaf 1, eerste lid, 1^o, b), is niet van toepassing in geval van voorafgaande kennisgeving. In dit geval, worden de verboden en preventieve maatregelen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1^o, b), vervangen door de volgende verboden :

1^o een momentane bezetting per hectare die hoger is dan vier G.V.E.;

2^o een jaarlijkse gemiddelde bezetting per hectare die hoger is dan een G.V.E.;

3^o elk maaien, elk verwijderen van koeiendrek en elk slechten van molshopen tussen 15 april en 1 oktober.

De voorafgaande kennisgeving bedoeld in het eerste lid wordt verricht door de bezitter van het perceel, hetzij :

1^o door middel van oppervlakteaangifte in de zin van artikel 1, 11^o, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur;

2^o voor de personen die geen oppervlakteaangifte aangeven, bij de bevoegde Buitendirectie van het Departement Natuur en Bossen middels een aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de verzending wordt verleent, waarbij het weerhouden bestek wordt vermeld."

Art. 4. In artikel 6, 1^o, b), van hetzelfde besluit, worden de woorden "moet vijftig percent van de oppervlakte van elke ongemeaaide strook of strook waarop niet geweid wordt behouden worden" vervangen door de woorden "wordt een schuilstrook van minstens 2 meter breed bij elke maaibeurt niet gemaaid".

Art. 5. In artikel 9, 2^o, a), worden de woorden "de selectieve kap van cultivars van populieren gevold door overplanting en" ingevoegd tussen het woord "behalve" en de woorden "de tussenkomsten wegens openbare veiligheid".

Art. 6. De Minister bevoegd voor het Natuurbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO